

Renoncer à la croissance n'est pas une solution

La croissance économique se retrouve aujourd'hui – comme ce fut déjà le cas au début des années septante – sous le feu de la critique: divers milieux prônent l'abandon du «paradigme de la croissance». Alors qu'une partie des sceptiques peignent un sombre tableau et prédisent que celle-ci va s'arrêter, d'autres soulignent les phénomènes collatéraux indésirables d'un essor économique continu. Un tarissement total de la croissance n'est toutefois ni réaliste ni souhaitable. Ce n'est pas ainsi que les pays industrialisés résoudre leurs problèmes actuels, mais plutôt en arrêtant de vivre aux dépens des autres et des générations futures.

Les économies pourront-elles continuer à croître sans fin? On se pose souvent cette question, surtout depuis quelques années. Les sombres prédictions annonçant la fin de la croissance ne manquent pas. Elles ne se fondent toutefois pas sur une analyse à long terme de son évolution. La croissance tend à ralentir depuis les années septante, mais l'économie est aussi moins volatile que par le passé: les phases de «boom» et de récession sont moins virulentes, ce qui contribue à la stabiliser. Il y a donc de bonnes raisons pour ne pas s'attendre à un arrêt total de la croissance. Dans les pays industrialisés, son principal moteur est actuellement le progrès technique. Si celui-ci ne se décréte pas – comme l'histoire l'a montré –, on ne peut pas non plus le faire cesser complètement. À l'avenir, de petites et de grandes innovations continueront vraisemblablement d'alimenter une certaine croissance – peu importe que celle-ci soit jugée bonne ou mauvaise, trop forte ou trop faible.

La croissance est-elle nécessaire?

Personne ne conteste que la croissance puisse avoir des effets secondaires indésirables. Invoquer cet argument pour y renoncer ainsi qu'à la prospérité revient toutefois à jeter le bébé avec l'eau du bain, car on se priverait ainsi d'innovations qui améliorent le bien-être de l'humanité. Soyons honnêtes: qui voudrait revenir au temps où l'on n'avait ni télévision, ni ordinateur, ni téléphone portable, ni machine à laver? Au temps où de nombreuses maladies étaient encore incurables et où les taux de mortalité infantile et maternelle étaient très élevés? Serait-il moralement défendable de revendiquer pour soi-même les avantages du progrès technique, mais de les refuser à ceux qui vivent dans des régions moins développées?

Les réserves émises au sujet de la «croissance à tout prix» sont, en revanche, plutôt compréhensibles: des domaines clés de la société et de la politique économique ainsi que certaines institutions sont aujourd'hui tributaires d'une croissance permanente. Si celle-ci est trop faible, le risque existe par exemple que des pays ne soient plus en mesure d'honorer leur dette publique, que les lacunes de financement dans la prévoyance

vieillesse, le système de santé ou l'éducation continuent de se creuser, et que l'équilibre social soit compromis.

Pas d'incitation artificielle

Stimuler la croissance par le biais d'une politique monétaire et budgétaire expansive n'est pas une réponse adéquate, car elle ne pourra jamais être durable. Seul l'abandon des dispositifs destinés à préserver les structures permet une croissance de qualité. C'est pourquoi la meilleure politique consiste à éliminer toutes les réglementations qui entravent la croissance et l'entrepreneuriat. Parallèlement, il faut cesser de promouvoir des régions, des marchés, des produits ou des entreprises spécifiques.

Ce rejet des incitations étatiques ciblées ne doit cependant pas être mal interprété: ce n'est pas un appel à l'inaction. Nous devons nous atteler rapidement et concrètement aux problèmes des pays industrialisés, décrits plus haut. Voici quelques exemples de direction à suivre:

- un véritable frein à l'endettement aiderait à maîtriser l'endettement public excessif et les lacunes de financement dans les organismes de prévoyance;
- une conception libérale du marché du travail et une politique éducative avisée peuvent contribuer à prévenir le chômage et à promouvoir l'équilibre social;
- une meilleure transparence des coûts en matière de transports (publics et privés) pourrait réduire la charge des infrastructures et améliorer la qualité de l'environnement;
- des prix de l'électricité conformes au marché et différenciés dans le temps signaleraient correctement les pénuries et contribueraient à une gestion efficiente des ressources.

Ces mesures permettraient de résoudre nombre de problèmes soulevés par les personnes sceptiques à l'égard de la croissance. La solution ne consiste pas à y renoncer, mais plutôt à cesser de vivre aux dépens des autres et des générations futures. ■



Samuel Rutz
Vice-directeur,
Avenir Suisse